

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

**Direction de l'Administration
et des Finances**
Service Achats Marchés

Dossier suivi par :
Service Achats Marchés

**Prestation de collecte, transport et traitement des déchets du site de
Ploufragan**

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
N° 29 du 23 juin 2025**

Table des matières

| | | |
|-------------------|--|-----------|
| ARTICLE 1 | Modalités du marché | 3 |
| 1.1 | Mode de passation | 3 |
| 1.2 | Objet et forme du marché | 3 |
| 1.3 | Durée du marché | 3 |
| 1.4 | Documents contractuels | 3 |
| ARTICLE 2 | Modalités d'exécution et de livraison | 4 |
| 2.1 | Suivi du marché | 4 |
| 2.2 | Forme des notifications et informations | 4 |
| 2.3 | Démarrage des prestations et Bons de commande | 4 |
| 2.4 | Lieu d'exécution de la prestation | 5 |
| 2.5 | Modalités d'exécution | 5 |
| 2.6 | Obligation et responsabilités du titulaire | 5 |
| 2.7 | Prévention de santé sécurité au travail | 6 |
| 2.8 | Cadre législatif et réglementaire | 6 |
| 2.9 | Approvisionnement d'office | 7 |
| 2.10 | Confidentialité | 7 |
| 2.11 | Protection des données personnelles | 7 |
| ARTICLE 3 | Vérification et admission | 7 |
| ARTICLE 4 | Modalités financières | 8 |
| 4.1 | Forme des prix | 8 |
| 4.2 | Révision des prix | 8 |
| 4.3 | Avance | 8 |
| 4.4 | Règlement des comptes | 9 |
| 4.5 | Facturation | 9 |
| 4.6 | Comptable assignataire des paiements | 11 |
| ARTICLE 5 | Pénalités de retard | 11 |
| 5.1 | Pénalité pour retard | 11 |
| 5.2 | Modalités générales des pénalités | 11 |
| ARTICLE 6 | Assurances | 11 |
| ARTICLE 7 | Clauses de reexamen | 12 |
| ARTICLE 8 | Litiges | 12 |
| ARTICLE 9 | Personne habilitée a fournir les renseignements prévus aux articles R2191-59 à R2191-62 du code de la commande publique | 12 |
| ARTICLE 10 | Responsabilité du titulaire du marché | 12 |
| ARTICLE 11 | Résiliation | 12 |
| ARTICLE 12 | Dérogations au CCAG-FCS | 12 |

ARTICLE 1 MODALITES DU MARCHE

1.1 Mode de passation

Marché passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions du code de la commande publique (articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1 et R 2124-2).

1.2 Objet et forme du marché

Il s'agit d'un marché de services ayant pour objet la réalisation de prestations de collecte, transport et traitement des déchets pour le laboratoire de l'Anses à Ploufragan.

Le marché comporte les 3 lots suivants :

Lot 1 : Prestations relatives à la collecte, au tri, au stockage et au traitement des déchets d'activités de soins à risque Infectieux ;

Lot 2 : Prestations relatives à la collecte, au tri, au stockage et au traitement des déchets industriels de type banal et recyclables.

Lot 3 : Prestations relatives à la collecte, au tri, au stockage et au traitement des déchets chimiques.

Le détail des prestations à effectuer est précisé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe 1.

Forme du marché :

Pour l'ensemble des lots : il s'agit d'un « **marché composite** » s'exécutant à prix mixtes, comprenant :

- **Un marché ordinaire qui s'exécute à prix global et forfaitaire** : pour les prestations récurrentes de mise à disposition de conteneurs, la collecte, le transport et le traitement des déchets telles que définies dans le CCTP.
- **Un accord-cadre à bon de commande** : les prestations ponctuelles non comprises dans le forfait sont réalisées par émission de bon de commande de l'Anses sur la base de prix unitaires. Dans ce cas, le marché est qualifié d'accord-cadre à bon de commande qui fixe toutes les stipulations contractuelles et est conclu, avec un seul opérateur économique suivant les conditions fixées aux articles R2162-12 et R2162-13 du code de la commande publique.

Le montant maximum de chaque lot est le suivant :

Lot 1 : 95 000 € sur quatre ans

Lot 2 : 90 000 € sur quatre ans

Lot 3 : 15 000 € sur quatre ans

Le candidat peut répondre à un ou plusieurs lots. Il est interdit de remettre des offres variables ni même une offre globalisée. Chaque lot sera attribué séparément à un opérateur économique.

1.3 Durée du marché

Pour chaque lot, le marché prendra effet à compter du 29 décembre 2025 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour une période initiale de 12 mois. Le marché sera ensuite reconduit tacitement 3 fois pour des périodes successives de 12 mois.

En cas de non reconduction, les pouvoirs adjudicateurs se prononcent dans un délai de 45 jours avant la fin de la période considérée en notifiant au titulaire la décision de non reconduction. La non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

1.4 Documents contractuels

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant, en dérogation de l'article 4.1 du CCAG/FCS :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (offre financière du titulaire) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire.

Disposition particulière :

Les conditions générales de ventes du titulaire indiquées dans les contrats et leurs annexes, dès lors qu'elles sont contraires aux dispositions du présent document et du CCAG visé supra, sont réputées non écrites et ne sont pas opposables au présent contrat.

ARTICLE 2 MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

2.1 Suivi du marché

Le titulaire désigne en son sein un interlocuteur chargé de veiller au suivi et à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

En cas d'absence ou de changement de cette personne, le titulaire communique à l'Anses les coordonnées (téléphone et courriel) de son remplaçant dans un délai de deux semaines maximum en dérogation de l'article 3.4.3 du CCAG/FCS.

2.2 Forme des notifications et informations

En application de l'article 3.1 du CCAG/FCS, la notification au titulaire des décisions ou informations de l'Anses qui font courir un délai peut être faite par remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

2.3 Démarrage des prestations et Bons de commande

Lot 1 : Le démarrage de prestations est fixé au 29 décembre 2025 (ou à la date de notification du marché si celle-ci est postérieure) sur la base des fréquences définies dans le CCTP.

Le nombre de conteneurs à mettre à disposition de l'Anses sera défini par bon de commande de l'Anses.

Au vu de l'objet du marché et de l'incertitude concernant le nombre de conteneurs collectés et traités lors de chaque passage, pour le lot 1, le marché s'exécute alors par facturation directe, sans bon de commande préalable en application de l'article 206 du décret « GBCP » de 2012.

Lots 2 et 3 :

Le démarrage de prestations récurrentes s'exécutant à prix forfaitaire est fixé au 29 décembre 2025 (ou à la date de notification du marché si celle-ci est postérieure).

Concernant les prestations s'exécutant à prix unitaires des lots 2 et 3 (non incluses au forfait) :

Le marché s'exécute, par émission de bons de commande successifs au fur et à mesure des besoins aux conditions de prix unitaires figurant dans l'annexe à l'acte d'engagement.

Bons de commande :

Les bons de commande sont adressés par écrit (courrier ou courriel).

Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Contenu des bons de commande :

L'Anses émet des bons de commande comportant les mentions suivantes :

- la référence du présent marché,
- la désignation de la prestation commandée et les quantités commandées,
- l'adresse précise du lieu d'exécution,
- le prix applicable hors TVA,
- le montant total de la commande hors TVA,
- le taux de TVA,
- le montant de la commande toutes taxes comprises,
- le délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'Anses dans un délai de 3 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

2.4 Lieu d'exécution de la prestation

Voir CCTP et annexe 1.

2.5 Modalités d'exécution

Pour chaque lot, la prestation est exécutée dans le respect des périodes et périodicité d'intervention définies dans le C.C.T.P, la proposition technique du titulaire.

Si le titulaire du marché n'est pas en mesure d'exécuter la prestation dans sa totalité et/ou dans les délais prévus au marché, il est tenu d'informer par écrit, le laboratoire dans les plus brefs délais. Un délai différent pourra, le cas échéant, être convenu avec le titulaire.

Concernant les demandes d'intervention sur demande expresse du laboratoire, les dates et heures d'intervention sont fixées dans le bon de commande correspondant. A défaut de précision dans le bon de commande correspondant, le délai maximal d'exécution est de 7 jours calendaires à compter de la notification au titulaire du bon de commande.

2.6 Obligation et responsabilités du titulaire

Le Titulaire s'engage sur une obligation de résultats dans l'exécution matérielle des prestations.

Le personnel devra disposer de tous les équipements de protection individuelle nécessaires à l'exécution de la prestation. Le personnel sera formé à la collecte, au tri et au transport des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Les risques afférant au transport sont à la charge du titulaire, conformément à l'article 19.3 du CCAG/FCS.

Le titulaire est seul responsable à l'égard des usagers comme des tiers de l'exécution de son service. Il devra contracter les assurances nécessaires en conséquence, conformément à l'article 8 du présent CCAP.

Le titulaire devra garantir sur toute la durée du marché l'exécution du service. Ne sont pas considérés comme cas de force majeure :

- Les week-end et jours fériés ;
- Les grèves du personnel ;
- Les intempéries.

La période estivale n'est pas neutralisée, le titulaire devra assurer la totalité des prestations demandées.

Lorsque le titulaire se trouve dans l'incapacité de réaliser sa prestation, il doit impérativement soit obtenir les dérogations nécessaires auprès des préfectures concernées, soit mettre en œuvre une solution de remplacement dont il assume seul les frais et risques.

Le titulaire doit garantir la pérennité de ses activités (autres centres...) et ne pas se retrouver en défaut vis-à-vis de la réglementation. Il s'engage ainsi à faire face à la fermeture temporaire ou définitive de tout centre de collecte, de traitement ou de pré-traitement, ou de toute autre exploitation dont le fonctionnement conditionne l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à informer l'Anses dès qu'il a connaissance de tout problème de nature à nuire à la bonne exécution de ses prestations et des moyens mis en œuvre pour y remédier.

Le titulaire s'engage également à informer l'Anses dans les meilleurs délais, de toute modification affectant les modalités de collecte, de transport et de traitement et fournit obligatoirement les éléments permettant de conclure à la conformité des modifications à la réglementation et au CCTP.

L'Anses pourra à tout moment, pendant toute la durée du marché, procéder à toutes vérifications utiles sans que ce contrôle ne dégage en rien la responsabilité du titulaire.

2.7 Prévention de santé sécurité au travail

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le code du travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à l'Anses.

En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, l'Anses et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la co-activité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité).

Le titulaire pourra être amené à la demande de l'Anses à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant du pouvoir adjudicateur de l'Anses dans les plus brefs délais. De la même manière, l'Anses alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un salarié est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, le titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention applicables aux lieux d'exécution du marché (article 2.3 du présent document).

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

- Donner à l'Anses la liste du personnel intervenant à l'Anses à la mise en œuvre du marché et à la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;
- Faire signer à chaque employé du titulaire intervenant sur le site d'exécution des prestations et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au règlement en vigueur.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, l'Anses pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

2.8 Cadre législatif et réglementaire

L'ensemble des prestations demandées doit être assuré conformément à la réglementation en vigueur, notamment aux dispositions du code de l'environnement relatives aux déchets.

Les installations, procédés, équipements et modalités de traitement des déchets doivent répondre à la législation applicable à l'enlèvement, le transport et l'élimination des déchets d'activités de soins à risque infectieux.

Le titulaire devra présenter les agréments conformes à ladite législation.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que toute évolution de cette législation. De même, le titulaire s'engage à informer l'Anses de toute évolution du cadre réglementaire en vigueur.

2.9 Approvisionnement d'office

Faute par le titulaire d'exécuter la totalité des prestations demandées aux dates et heures définies dans le CCTP ou par mail transmis par l'Anses pour les demandes ponctuelles, et si le constat est fait de la nécessité d'exécuter immédiatement ces prestations, elles pourront être assurées aux frais, risques et périls du titulaire défaillant, chez d'autres prestataires, sans qu'il soit besoin de mettre le titulaire du marché en demeure.

L'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est réalisée dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG/FCS. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

2.10 Confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

2.11 Protection des données personnelles

Les Parties s'engagent à respecter la législation applicable en matière de protection de données à caractère personnel et de respect de la vie privée et notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi informatique et libertés n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée.

Si le cocontractant est amené à traiter des données personnelles au nom de l'Anses, un document spécifique sera signé entre les parties. Ce document définira notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, ainsi que les obligations et les droits des Parties.

ARTICLE 3 VERIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'instant et sur le lieu de livraison par le Responsable Hygiène et Sécurité ou son représentant.

A l'issue des opérations de vérification, l'Anses peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire. Passé le délai de 15 jours, la décision d'admission est réputée acquise.

ARTICLE 4 MODALITES FINANCIERES

4.1 Forme des prix

Les prix sont soit forfaitaires soit unitaires et sont révisibles.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement du personnel du titulaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

4.2 Révision des prix

Les prix figurant en annexe financière à l'acte d'engagement sont fermes pendant la première année d'exécution du marché.

Pour les périodes suivantes, les prix du marché sont révisibles annuellement, par référence au tarif public du titulaire (tarif valable pour l'ensemble de sa clientèle) et/ou au barème qui s'applique au présent marché (sur lequel seront appliqués le ou les rabais indiqués le cas échéant à l'acte d'engagement et ses annexes).

La révision des prix intervient sur initiative du titulaire, qui adresse à l'Anses – service des marchés publics (14 rue Pierre et Marie Curie 94700 Maisons-Alfort) – les éléments retenus pour la révision des prix et calcule les nouveaux prix applicables. Cette demande peut être formulée dans le corps de la facture correspondante.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, l'Anses notifie au titulaire sa réponse validant ou infirmant le calcul effectué. Passé ce délai d'un mois, en l'absence de réponse de l'Anses, la décision de révision est considérée comme acquise à titre provisoire ; le cas échéant, en cas d'erreur avérée dans la mise en œuvre de la révision, l'Anses procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop perçu, ou à l'émission d'une facture complémentaire.

La révision des prix ne saurait affecter les commandes passées avant la date de son application effective. Elle s'applique aux commandes émises à compter de son entrée en vigueur.

Les prix une fois révisés constituent les prix de référence pour toutes les factures, émises par le titulaire, afférentes aux prestations réalisées au titre du marché jusqu'à la date d'application d'une nouvelle variation de prix le cas échéant.

Clause de butoir et de sauvegarde :

En cas de hausse excédant de 4 % les conditions précédentes, l'Anses se réserve la faculté de limiter cette hausse à 4 % ou de résilier le marché sans préavis, et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS.

4.3 Avance

L'option B prévue à l'article B. 11.1 du CCAG/FCS est retenue.

Sauf renonciation du titulaire exprimée à l'acte d'engagement, une avance à hauteur de 5 % du montant du marché TTC peut être accordée au titulaire, si les conditions de l'article R2191-3 et suivants du code de la commande publique sont réunies, à savoir si le montant initial est supérieur à 50 000 euros HT et le délai d'exécution supérieur à deux mois.

La durée des prestations étant supérieure à 12 mois, le montant de l'avance serait fixé à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant initial TTC divisé par la durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'Anses se réserve le droit de récupérer l'avance dès la première facture.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

4.4 Règlement des comptes

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre. Le délai global de paiement est de trente jours maximum à réception des factures sous réserve d'exigibilité de celles-ci à cette date.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de remise en paiement du principal, suivant la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

4.5 Facturation

4.5.1 Présentation des demandes de paiements

LOT 1 et 3 :

Les factures sont établies mensuellement sur la base des prix unitaires figurant dans l'offre financière du titulaire, annexée à l'acte d'engagement, en fonction des prestations effectivement réalisées au cours du mois écoulé.

LOT 2 :

Concernant les prestations récurrentes s'exécutant à prix forfaitaires : le titulaire facture mensuellement à l'Anses le montant forfaitaire des prestations conformément à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Concernant les prestations exécutées de façon ponctuelle à prix unitaire sur bon de commande : elles font l'objet d'une facturation après exécution des prestations.

Les factures doivent être transmises à l'ANSES selon les modalités de dépôt de facture indiquées à l'article 4.5.2 du présent document.

Les documents afférents au paiement devront porter, **outre les mentions légales (article D2192-2 de la commande publique)**, les indications suivantes :

☐ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016) ;
- Mention claire et lisible de la domiciliation du fournisseur, dans le corps de la facture (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

☐ Éléments concernant la facture :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

☐ **Éléments concernant la prestation facturée :**

- **Le numéro d'engagement** : la **mention FDIR** en cas de dépense directe.
- **Le numéro du marché** ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Anses : **FR 54130012024**.

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Anses le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Service chargé du traitement des factures : Pour toute question relative au traitement aux factures déjà communiquées, le contact est :

Anses

Agence comptable / Service facturier

14 rue Pierre et Marie Curie

94701 Maisons Alfort cedex

servicefacturier@anses.fr / 01.77.74.17.22.

4.5.2 Modalités de dépôt des factures :



Pour toute entreprise, le dépôt de vos factures doit se faire obligatoirement* sur le portail Chorus Pro (www.chorus-pro.gouv.fr/ ; solution gratuite).

***Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.**

Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183
- Numéro d'engagement : le **numéro de la CENG** (pour la partie à prix forfaitaires) et le numéro des bons de commandes (pour la partie à bons de commande)
- **Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ? : répondre NON**
- **Code service (facultatif) : l'ANSES n'en a pas.**

En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur :

Les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire et transmises à ce dernier car celui-ci est le seul responsable de la bonne exécution de la commande vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :

- La désignation du sous-traitant ;
- Le numéro du marché concerné ;
- La somme à payer au sous-traitant.

L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.

4.6 Comptable assignataire des paiements

Monsieur l'agent comptable principal de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex.

ARTICLE 5 PENALITES DE RETARD

5.1 Pénalité pour retard

Les pénalités pour retard s'appliquent selon les modalités définies à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

En dérogation de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire encourt une pénalité sans mise en demeure préalable, dont le montant est calculé par application de la formule suivante:

$$P = (V * R) / 100$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de règlement des prestations en retard ;

R = le nombre de jours de retard.

En dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

En application de l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

5.2 Modalités générales des pénalités

Le montant des pénalités vient en déduction de la facture correspondante au mois de l'infraction. Sinon, il fait l'objet d'un titre de perception à recouvrer par l'agence comptable de l'Anses.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

ARTICLE 6 ASSURANCES

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de quinze jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

ARTICLE 7 CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'Anses se réserve le droit d'effectuer des modifications portant sur les éléments suivants lors de l'exécution du marché et quel que soit leur montant :

- A la demande de l'Anses, en cas d'ajout de prestation supplémentaire liée à l'objet du marché ;
- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire (cessation d'activité, cession de contrat, décès, ...). Le titulaire unique pourra proposer à l'Anses la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer ;
- Evolution de la législation entraînant un changement obligatoire dans les prestations du marché ;
- Suivant le contexte économique entraînant une instabilité et/ou une forte hausse du prix des fournitures et prestations pouvant affecter les conditions d'exécution du marché, l'ensemble des dispositions relatives à la révision des prix (modalités de révision, fréquence de révision des prix, clause de butoir et de sauvegarde..., etc), et des modalités de facturation pourront être modifiées pendant la période liée à la nouvelle conjoncture économique.

Ces modifications seront effectuées à la demande du titulaire ou de l'Anses et d'un commun accord entre les parties et feront l'objet d'un avenant. A l'extinction du fait générateur, les parties conviendront d'un retour aux conditions normales d'exécution du marché. A défaut d'accord entre les parties dans un délai de 60 jours suivant la date de réception de la demande de réexamen, le contrat est résilié par l'acheteur sans indemnité en dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

ARTICLE 8 LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le tribunal administratif de Melun est le seul compétent.

ARTICLE 9 PERSONNE HABILITEE A FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R2191-59 A R2191-62 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Monsieur le Directeur général de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 MAISONS-ALFORT Cedex

ARTICLE 10 RESPONSABILITE DU TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer :

- Aux personnels de l'Anses ou à des tiers ;
- Aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

ARTICLE 11 RESILIATION

L'Anses a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 38 du CCAG/FCS, le marché peut être résilié par l'Anses à tout moment qu'il y ait ou non faute du titulaire.

ARTICLE 12 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 1.4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS.

L'article 2.3 du CCAP déroge à l'article 3.7 du CCAG/FCS.

L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 38 du CCAG/FCS.

L'article 5.1 du CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG/FCS.

L'article 7 du CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.